

Jeux Olympiques : drapeaux en guerre !

Les JO sont l'illustration parfaite d'un spectacle au service du capital et de la corruption. Pour chaque ville organisatrice, ce sont des milliards d'euros dépensés, des jardins et des parcs bétonnés, des espaces privatisés, des personnes mal-logées expulsées, une surveillance et des contrôles policiers démultipliés. Un véritable saccage humain et écologique.

C'est aussi le culte de la performance, l'éloge du sport de compétition et l'identification exacerbée des athlètes à une nation. Tout le contraire du partage, du jouer ensemble, de l'entraide et de l'émancipation.

Et c'est surtout l'espace de toutes les contradictions d'un système qui vante l'apolitisme de l'Olympisme tout en pratiquant en coulisses ou en façades des choix géopolitiques. Les conflits meurtriers en cours en Ukraine et en Palestine y révèlent l'hypocrisie du sport de compétition comme idéal de paix.

En décembre dernier, le Comité International Olympique (CIO) a autorisé les athlètes russes et biélorusses à participer aux JO de Paris à condition qu'ils le fassent « *sans hymne, sous bannière neutre et qu'ils n'aient pas soutenu l'invasion de l'Ukraine* ». Pour la cérémonie d'ouverture officielle où le défilé des drapeaux reste primordial, le CIO a décidé, le 19 mars, que les Russes et les Biélorusses ne pourront pas parader sur la Seine.

Quant aux sportifs israéliens, le CIO n'envisage aucune « sanction ». Les athlètes israéliens pourront tenir leur bannière et participer à la cérémonie d'ouverture.

Cette partialité olympique devient obscène si on la rapproche des énoncés de la Cour internationale de justice qui alerte sur « *la gravité des événements en cours à Gaza* » évoquant « *un risque réel et imminent de génocide* ».

Est-il alors possible de brandir impunément des drapeaux ? Est-il possible qu'il y ait à ce point deux poids deux mesures ?

Des drapeaux, des hymnes et des médailles, le CIO serait bien inspiré de s'en passer. Mais cela ne serait plus l'Olympisme. Ce serait la fin des jeux du capital. Des jeux qui pour le fondateur, Pierre de Coubertin, baron de son état, se doivent d'être une « *religion [...] où l'athlète moderne exalte sa race, sa patrie et son drapeau* » où à la « *race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance* ». Un olympisme qui faisait encore dire à Coubertin, raciste décomplexé : « *la onzième olympiade (Berlin 1936) s'accomplit sur un plan magnifique. J'ai l'impression que toute l'Allemagne, depuis son chef jusqu'au plus humble de ses écoliers, souhaite ardemment que la célébration de 1936, soit une des plus belles* ».

Contre le deux poids deux mesures :

pas de drapeaux !

Pas de drapeaux des génocidaires !

Des membres de la coordination anti-répression Paris-IDF, 2 avril 2024

(Réunions ouvertes tous les mardi 18h30 à la Bourse du travail – 3 r du Château d'Eau, Mo République)

Jeux Olympiques : drapeaux en guerre !

Les JO sont l'illustration parfaite d'un spectacle au service du capital et de la corruption. Pour chaque ville organisatrice, ce sont des milliards d'euros dépensés, des jardins et des parcs bétonnés, des espaces privatisés, des personnes mal-logées expulsées, une surveillance et des contrôles policiers démultipliés. Un véritable saccage humain et écologique.

C'est aussi le culte de la performance, l'éloge du sport de compétition et l'identification exacerbée des athlètes à une nation. Tout le contraire du partage, du jouer ensemble, de l'entraide et de l'émancipation.

Et c'est surtout l'espace de toutes les contradictions d'un système qui vante l'apolitisme de l'Olympisme tout en pratiquant en coulisses ou en façades des choix géopolitiques. Les conflits meurtriers en cours en Ukraine et en Palestine y révèlent l'hypocrisie du sport de compétition comme idéal de paix.

En décembre dernier, le Comité International Olympique (CIO) a autorisé les athlètes russes et biélorusses à participer aux JO de Paris à condition qu'ils le fassent « *sans hymne, sous bannière neutre et qu'ils n'aient pas soutenu l'invasion de l'Ukraine* ». Pour la cérémonie d'ouverture officielle où le défilé des drapeaux reste primordial, le CIO a décidé, le 19 mars, que les Russes et les Biélorusses ne pourront pas parader sur la Seine.

Quant aux sportifs israéliens, le CIO n'envisage aucune « sanction ». Les athlètes israéliens pourront tenir leur bannière et participer à la cérémonie d'ouverture.

Cette partialité olympique devient obscène si on la rapproche des énoncés de la Cour internationale de justice qui alerte sur « *la gravité des événements en cours à Gaza* » évoquant « *un risque réel et imminent de génocide* ».

Est-il alors possible de brandir impunément des drapeaux ? Est-il possible qu'il y ait à ce point deux poids deux mesures ?

Des drapeaux, des hymnes et des médailles, le CIO serait bien inspiré de s'en passer. Mais cela ne serait plus l'Olympisme. Ce serait la fin des jeux du capital. Des jeux qui pour le fondateur, Pierre de Coubertin, baron de son état, se doivent d'être une « *religion [...] où l'athlète moderne exalte sa race, sa patrie et son drapeau* » où à la « *race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance* ». Un olympisme qui faisait encore dire à Coubertin, raciste décomplexé : « *la onzième olympiade (Berlin 1936) s'accomplit sur un plan magnifique. J'ai l'impression que toute l'Allemagne, depuis son chef jusqu'au plus humble de ses écoliers, souhaite ardemment que la célébration de 1936, soit une des plus belles* ».

Contre le deux poids deux mesures :

pas de drapeaux !

Pas de drapeaux des génocidaires !

Des membres de la coordination anti-répression Paris-IDF, 2 avril 2024

(Réunions ouvertes tous les mardi 18h30 à la Bourse du travail – 3 r du Château d'Eau, Mo République)